

Le stress hydrique en Tunisie

La Tunisie se trouve, avec environ 400 mètres cubes d'eau par habitant et par an en moyenne, sous le seuil du stress hydrique fixé à 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an selon l'Institut des Ressources Mondial.

La situation risque encore de s'aggraver compte tenu de l'impact négatif du changement climatique sur le niveau de la pluviométrie, d'une part et de la quasi-mobilisation de l'ensemble des ressources d'eau naturelles au titre des eaux de ruissellement, de la nappe phréatique et souterraine, d'autre part.

C'est ce qui se dégage des débats sur la problématique de l'eau en Tunisie organisés en décembre 2016, en mars 2018, en janvier 2019 et en mars 2023 par le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement.

C'est ce qui se reflète aussi de l'excellente étude sur les enjeux d'adaptation du secteur agricole au changement climatique publiée en mars 2024 par l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ), dont nous publions ci-après un extrait en tant qu'article de référence du Forum Ibn Khaldoun du mois de septembre 2024 compte tenu de la précision des données et de la qualité de l'analyse.

Extraits de l'étude de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Economiques sur les enjeux d'adaptation du secteur agricole au changement climatique :

« Une situation de stress hydrique qui sera aggravée par le changement climatique »

En Tunisie, le secteur agricole consomme en moyenne 80% du volume total des ressources en eau. Cependant, la quantité et la qualité de l'eau demeurent faibles et en dégradation continue due à la surexploitation non structurée et des apports pluviométriques avec une cadence faible à modérée.

Ainsi, la hausse de la demande en eau potable due à la croissance démographique et les besoins croissants des secteurs économiques, principalement l'agriculture et le tourisme, ont conduit à une situation de stress hydrique qui s'est accentuée durant les deux dernières décennies.

En effet, l'indicateur de stress hydrique¹ a fortement augmenté, passant de 66% en 2000 à 109% en 2020 (MARHP, 2020). En parallèle, le volume moyen des ressources en eau douce par habitant s'est décliné progressivement pour atteindre 355 m³ /habitant/an en 2021 contre 444 m³/habitant en 2000(Source : INS et DGRE).

A cause du changement climatique, les apports pluviométriques diminueraient considérablement, notamment dans les régions du centre et du sud du pays. D'ici à 2050, la diminution des précipitations entraînerait une réduction allant de 20 % (RCP 4.5) à 38 % (RCP 8.5) d'ici 2050.

Tableau 4 : Projections des ressources en eau conventionnelles selon le scénario tendanciel Année 2020 2050

Années	2020				2050				
	Régions	Eaux de surface	Nappes phréatiques	Nappes profondes	Total	Eaux de surface	Nappes phréatiques	Nappes profondes	Total
Nord-Ouest		1 357	77	151	1 585	1 049	47	116	1 212
Nord Est		984	299	163	1 446	585	183	125	893
Centre Ouest		196	172	265	633	117	105	203	425
Centre Est		91	81	66	238	54	50	50	154
Sud-Ouest		36	87	495	618	21	53	379	453
Sud Est		68	52	289	406	40	32	221	293
Total		2 732	768	1 429	4 929	1 868	470	1 093	3 431

Source : Stratégie Eau 2050, Projections INM

¹ Selon la FAO, le stress hydrique est déterminé par la formule suivante : Stress hydrique = Total ressources en eau douce renouvelables / (Total des prélèvements d'eau douce - Débit écologique réservé) (FAO_UNU-Eau, 2018).

Selon le scénario RCP 8.5, le volume total des ressources en eau conventionnelles diminuerait de 38%, passant de 4929 millions de m³ en 2020 à 3431 en 2050. Cette diminution est due à une baisse des niveaux d'eau souterraine, qui chuteraient de 40%, avec une réduction de 39% pour les nappes phréatiques et de 24% pour les nappes profondes.

Quant aux eaux de surface, leur volume se réduirait de 32% à cause de la baisse de la pluviométrie au Nord du pays qui accapare 62% du volume total en 2020.

Ainsi, le stress hydrique s'aggraverait avec la baisse considérable des ressources en eau conventionnelles et un volume limité des ressources non conventionnelles, classant la Tunisie parmi les pays à stress hydrique « extrêmement élevé » (World Research institute, 2018).

Cela est susceptible d'affecter négativement le rendement des cultures et la superficie des terres cultivées, entraînant une réduction de la production agricole à moyen et long terme. Les conséquences macroéconomiques qui en découlent constituent un défi majeur pour les décideurs politiques, nécessitant la mise en place de mesures d'adaptation efficaces afin de limiter les dommages économiques et de renforcer la résilience face aux changements climatiques. »

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : le 5 septembre 2024